

LBCV_Accord-cadre à bon
de commande – Missions
architecte-urbaniste
coordonnateur de l'opération
« Centre-ville/AP-HP » à
Limeil-Brévannes (94)

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Consultation n°










25-00716

SOMMAIRE





1. DÉFINITIONS	3
2. OBJET DU CONTRAT.....	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	5
4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	6
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	7
6. RÉALISATION DES PRESTATIONS	9
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
8. LITIGE ET SANCTIONS	11
9. FIN DU CONTRAT	17

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Mission d'architecte-urbaniste coordonnateur de l'opération « Centre-ville/AP-HP » à Limeil-Brévannes (94)
	Acheteur	Grand Paris Aménagement
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec maximum mono-attributaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Paris (75)
	Durée	4 ans reconductible 2 fois pour 2 ans – Soit un total de 8 ans
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 3000$
	Variation des prix	Révisables (formule)
	Nature des prix	Prix unitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en Procédure avec négociation (Article R.2124-3-3° - Prestations de conception - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Mission d'architecte urbaniste-coordonnateur de l'opération « Centre-ville/AP-HP » à Limeil-Brévannes (94).

La description des prestations et spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est Paris (75).

Les travaux et certaines réunions se dérouleront au « Centre-ville/AP-HP » à Limeil-Brévannes (94).

■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le présent accord-cadre, est régi par les pièces contractuelles suivantes qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre ci-dessous établi :

- L'acte d'engagement et son annexe le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes éventuelles ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
 - L'étude historique sites et sols pollués
 - Le Diagnostic développement durable orienté
 - L'étude faune flore
 - L'étude géotechnique

- Le Socle d'exigences de GRAND PARIS AMÉNAGEMENT
- Autres études menées parallèlement
- Le Plan Guide du projet d'aménagement
- Le Relevé géomètre
- Documents type à utiliser : règlement de chantier, fiche de travaux modificatifs, DOE, suivi visa exe
- Plan guide du projet d'aménagement
- Relevé géomètre
- Etude historique sites et sols pollués
- Diagnostic développement durable orienté
- Etude faune flore
- Etude géotechnique
- Socle d'exigences de GRAND PARIS AMÉNAGEMENT
- Autres études menées parallèlement.
- Documents type à utiliser : règlement de chantier, fiche de travaux modificatifs, DOE, suivi visa exe

Il est précisé que les annexes du CCTP seront transmises uniquement au titulaire de l'accord-cadre

- le cahier des clauses administratives générales de prestations intellectuelles (CCAG-PI) - (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- le dossier questions / réponses établi lors de la consultation et retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par le pouvoir adjudicateur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques.

En cas de contradiction, d'incompatibilité ou de divergence d'interprétation entre deux documents constitutifs du marché, c'est le document le plus élevé dans la hiérarchie ci-dessus qui prévaut.

En cas de contradiction au sein d'un même document, la volonté des parties sera recherchée.

Seuls les originaux de ces documents conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

Le prestataire ne pourra se prévaloir d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du marché.

■ Pièces non contractuelles :

Le contrat est constitué des documents non contractuels ci-dessous :

- Détail quantitatif estimatif (DQE)
- Le règlement de la consultation (RC)

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Grand Paris Aménagement**, représenté par Stéphan de Faÿ Monsieur le Directeur Général.

Adresse et coordonnées :

Grand Paris Aménagement

CS 10052

11 rue de Cambrai

Paris Cedex 19

75945

Téléphone : 01 40 04 66 00

Courriel : serviceachats@grandparisamenagement.fr

SIRET : 64203694100036

Site internet : <https://www.grandparisamenagement.fr/>

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services (prestations intellectuelle)**.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

La forme retenue pour l'exécution du contrat est à **bons de commande sans minimum et avec maximum** mono-attributaire en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique.

Le montant maximum de l'accord-cadre à bons de commande, reconduction comprise est de :

Sans montant minimum	
Montant maximum € HT	1 004 250 €

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande et du ou des bons de livraison.

Le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ Durée de l'accord-cadre :

Le contrat est conclu pour les durées suivantes :

Élément du contrat	Durée
Période initiale	4 ans à compter de la notification du contrat
Première période de reconduction	2 ans
Deuxième période de reconduction	2 ans

Soit un total de 8 ans.

Il s'agit de la période dans laquelle peuvent être émis les bons de commande.

■ Reconduction du contrat :

L'accord-cadre est reconduit 2 fois de manière tacite pour une durée de 2 ans, soit une durée totale de 8 ans. Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

L'acheteur pourra ne pas reconduire l'accord-cadre par tout moyen conférant date certaine à l'information du titulaire, sous réserve du respect d'un préavis d'au moins 2 mois avant la fin de la période en cours. La non-reconduction ne donne droit à aucune indemnité.

■ Dépassement de la durée plafond :

Le contrat dépasse la durée maximale prévue à l'article L2125-1 du Code de la commande publique pour les motifs suivants : l'objet de l'accord cadre nécessite une mise en œuvre sur une durée supérieure, compte tenu des délais de réalisation de l'opération d'aménagement.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations est fixé par chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Si le bon de commande ne mentionne pas de délai, les délais prévus dans le CCTP s'appliquent par défaut.

L'exécution des bons de commande pourra se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

■ Délais de remise des documents :

Les délais de remise des livrables sont fixés dans le CCTP pour chaque mission. A défaut ils seront précisés dans le bon de commande. Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

■ Prestations similaires :

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, dans la limite de 500 000 € HT, hors montant du présent marché.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **unitaires**.

■ Variation des prix :

Les prix sont **fermes pendant un an à compter de la notification du contrat**.

Ils sont ensuite **révisés annuellement à la date anniversaire** de la notification du contrat par l'application aux prix du marché (P) de la formule décrite ci-dessous, à la hausse comme à la baisse.

Les prix sont fermes entre chaque période de révision.

L'index utilisé est :

Code index	Libellé de l'index
ING	Ingénierie parue au Moniteur

La formule de variation utilisée est :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (ING M_n / ING M_0)]$$

Dans laquelle :

- **ING M₀** : Valeur de l'index ING « Ingénierie » correspondant au mois M₀, : **Mai 2025**
- **ING M_n** : Valeur de l'index ING « Ingénierie » correspondant au mois M de la date anniversaire de notification du marché,
- **P** : **Prix révisés au mois M correspondant à la date anniversaire de notification du marché**,
- **P₀** : **Prix initiaux indiqués au mois M₀ de référence**.

Le coefficient de variation obtenu est arrondi à 3 décimales au millième supérieur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient publié.

Si l'index cité ci-dessus est supprimé en cours d'exécution de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer un nouvel indice équivalent.

■ Initiative du calcul de la variation des prix :

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Il n'est pas prévu d'avance.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements sont mensuels.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par acompte.

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. REALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Conditions de réalisation des prestations :

Les conditions de réalisation des prestations sont décrites dans le CCTP.

■ Réception des prestations :

La livraison des prestations est à la charge du Titulaire.

Le Titulaire transmettra les documents produits aux représentant de la maîtrise d'ouvrage conformément aux règles prévues dans le CCTP.

■ Transfert des droits patrimoniaux :

Pour les prestations qui seraient soumises au Code de la propriété intellectuelle, l'acheteur bénéficie du transfert des droits de représentation et distribution.

- représentation : communication de l'œuvre au public par tout procédé.

- reproduction : Reproduction (duplication de l'œuvre à l'identique).

- adaptation : le droit d'adapter, de faire adapter ou d'autoriser un tiers à adapter les résultats, notamment en les modifiant par ajout, par suppression, par réorganisation ou retouche des différents éléments constitutifs du résultat, par fusion avec d'autres documents ou résultats issus de l'accord-cadre à bons de commande, par retouche du format des résultats, par traduction dans une autre langue, dans le respect du droit au respect de l'auteur, et ce, en une ou plusieurs fois.

Ces droits sont transférés dans les conditions indiquées ci-dessous :

Durée : toute la durée légale des droits d'auteur ;

Lieu : en France et dans tous les autres pays, y compris accessibles par les réseaux numériques ;

Média : tout type de support de communication physique ou numérique (y compris réseaux sociaux), existant ou non à ce jour.

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification de l'étude :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;

- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons réalisées au titre du contrat.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

■ **Conditions de vérification des prestations :**

La personne en charge des vérifications qualitatives et quantitatives des prestations réalisées par le titulaire sera désignée par chaque bon de commande.

6.2. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution. En cas de refus le contrat est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou reconstitution des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;

- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ Sous-traitance :

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution ou d'établissement des documents	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule $P = V \times R / 3000$.</p> <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité de retard au réunion	En cas d'absence aux réunions, le titulaire subira une pénalité par absence dont le montant est fixé à 150 euros. En cas de retard plus de trente minutes, le titulaire subira une pénalité par retard, dont le montant est fixé à 75 euros.
Pénalité pour non remise des documents au format DWG	En cas de retard de la transmission des livrables au format DWG, le titulaire sera redevable d'une pénalité de 500 euros par jour de retard

Tableau des pénalités de retard

Élément de mission	Détail	Délai	Point de départ du délai	Pénalités
CPAUPE	Etablissement de la notice et création du tableau de suivi des prescriptions	60 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	250 € / jour calendaire de retard
Etudes préalables	Plan Général d'Aménagement	60 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	250 € / jour calendaire de retard
Accompagnement de la MOE VRD	Note de synthèse des enjeux	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	150 € / jour calendaire de retard
Accompagnement de la MOE VRD	Avis sur les livrables de la MOE VRD	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	150 € / jour calendaire de retard
Dossier de défense extérieure contre les incendies	Réalisation du plan de défense extérieure et note explicative	1 semaine	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	200 € / jour calendaire de retard
Plan masse de l'opération	Mise à jour du plan masse de l'opération	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	250 € / jour calendaire de retard

Plan Programme	Mise à jour du plan programme	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	250 € / jour calendaire de retard
Maquette de travail	Création d'une maquette de travail et mise à jour des lots	1 mois	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	150 € / jour calendaire de retard
Fiches d'emprise	Elaboration des fiches d'emprise	15 jours	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	250 € / jour calendaire de retard
Perspectives d'ambiance	Réalisation d'une perspective d'ambiance	3 semaines	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	150 € / jour calendaire de retard
Pré-PC	Analyse Pré-PC	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	150 € / jour calendaire de retard
PC	Analyse PC	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	250 € / jour calendaire de retard
Permis d'aménager	Elaboration du/des permis d'aménager	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	250 € / jour calendaire de retard
Revue de projet	Actualisation du tableau de suivi des indicateurs	4 semaines avant le passage en revue de projet	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	150 € / jour calendaire de retard

Traduction réglementaire	Traduction du projet urbain dans les documents réglementaires	4 semaines	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	200 € / jour calendaire de retard
Dossier de réalisation de ZAC	Contribution au dossier de réalisation de ZAC	2 semaines	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	250 € / jour calendaire de retard
Réunions de concertation ou de communication	Production de supports à la concertation	10 jours calendaires	Date de l'accusé de réception, par le maître d'œuvre, de l'ordre de service du Représentant du Pouvoir Adjudicateur notifiant le déclenchement de l'élément de mission	150 € / jour calendaire de retard
Réunions en phase conception	Réunions en phase conception	Délai de convocation : 7 jours calendaires	Absence du maître d'œuvre à une réunion ou un entretien. La représentation du maître d'œuvre par une personne non habilitée à l'engager sera assimilée à une absence.	500 € / absence

8.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants (à commandes) :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité pour retard n'est prévu au contrat.

■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
Paris
75181 Paris Cedex 04
Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

9. FIN DU CONTRAT

■ Arrêt de l'exécution des prestations :

Sans objet.

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Utilisation des résultats de l'étude :

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG, les résultats obtenus dans le cadre de l'étude font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit de l'acheteur. Ces droits sur l'utilisation des résultats sont également concédés à tout tiers désignés ultérieurement par le maître d'ouvrage pour les besoins de la réalisation de l'opération d'aménagement, notamment les collectivités territoriales partenaires de l'opération d'aménagement. La rémunération du titulaire comprend cette concession telle que définie au présent

article du CCAP.

Le titulaire ne peut pas utiliser les résultats pour ses propres besoins notamment à des fins commerciales.

■ **Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

Liste des dérogations au CCAG Prestations intellectuelles :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Utilisation des résultats de l'étude* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 35.2.1 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 dernier alinéa du CCAG, l'absence de mention d'une dérogation dans cette liste récapitulative ne fait pas obstacle à son caractère pleinement applicable.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)